Les budgets des départements

1) Présentation générale des budgets des départements et de leurs évolutions.

Les dépenses des départements représentent environ 53,7Md€ en 2005. Ces dépenses sont en constante augmentation (36Md€ en 2000). L' « Acte II » de la décentralisation a contribué à accélérer cette évolution. Les départements dépensaient en 2005, 953€ par habitant en moyenne. Les données les plus récentes disponibles sont celles de 2005.

Les finances des départements entre 2000 et 2005 (en millions d'euros)						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005 Md€
Dépenses totales	36121	37339	40198	43415	51836	53,72
a)	- 4,2%	+3,4%	+7,7%	+8,0%	+19,4%	+3,6%
b)	-5,5%	+ 1,6%	+ 5,4%	+ 6,4%	+ 17,5%	
Fonctionnement	23636	24258	27118	29706	37431	38,85
a)	- 2,8%	+ 2,6%	+ 11,8%	+ 9,5%	+ 26,0%	+3,8%
b)	- 4,1%	+ 0,8%	+ 9,4%	+ 7,9%	+ 24,0%	
- frais de personnel	4183	4474	4822	5207	6131	6,55
a)	+ 5,0%	+ 7,0%	+ 7,8%	+ 8,0%	+ 17,7%	+6,6%
b)	+ 3,6%	+ 5,1%	+ 5,5%	+ 6,3%	+ 15,9%	
- Intérêts	887	902	732	649	727	0,6
a)	- 9,0%	+ 1,7%	- 18,8%	- 11,3%	+ 12,0%	-17,8%
b)	- 10,3%	- 0,1%	- 20,6%	- 12,7%	+ 10,2%	
- Transferts versés (1)	13 217	13 617	15 833	17 835	25 189	26,3
a)	+ 86,6%	+ 3,0%	+ 16,3%	+ 12,6%	+ 41,2%	+7,8%
b)	+ 84,1%	+ 1,2%	+ 13,8%	+ 10,9%	+ 39,0%	
Investissement	12 485	13 081	13 080	13 709	14 405	14,86
a)	- 6,7%	+ 4,8%	- 0,0%	+ 4,8%	+ 5,1%	+3,2%
b)	- 8,0%	+ 2,9%	- 2,1%	+ 3,2%	+ 3,4%	
- remboursement de dette	3 016	2 682	2 583	2 689	2 676	2,77
a)	- 25,3%	- 11,1%	- 3,7%	+ 4,1%	- 0,5%	+3,5%
b)	- 26,3%	- 12,6%	- 5,7%	+ 2,5%	- 2,1%	
- Équipement brut	5 478	6 088	6 332	6 656	6 899	7,28
a)	+ 6,2%	+ 11,1%	+ 4,0%	+ 5,1%	+ 3,7%	+ 5,5%
b)	+ 4,7%	+ 9,2%	+ 1,8%	+ 3,5%	+ 2,0%	
Recettes totales	36 280	37 030	40 396	43 783	51 392	54,24
a)	- 4,4%	+ 2,1%	+ 9,1%	+ 8,4%	+ 17,4%	+5,5%
b)	- 5,7%	+ 0,3%	+ 6,8%	+ 6,7%	+ 15,5%	
Fonctionnement	31 991	32 481	34 992	37 767	45 104	47,54
a)	- 0,3%	+ 1,5%	+ 7,7%	+ 7,9%	+ 19,4%	+5,4%
b)	- 1,6%	- 0,2%	+ 5,4%	+ 6,3%	+ 17,5%	
- impôts et taxes	20 790	19 126	19 846	21 113	27 526	30,83
a)	+ 1,2%	- 8,0%	+ 3,8%	+ 6,4%	+ 30,4%	+12%
b)	- 0,2%	- 9,6%	+ 1,5%	+ 4,8%	+ 28,3%	
dont produit 4 taxes	13 846	13 802	14 210	15 063	15 750	16,9
a)	+ 1,4%	- 0,3%	+ 3,0%	+ 6,0%	+ 4,6%	+7,3%
b)	+ 0,0%	- 2,1%	+ 0,8%	+ 4,4%	+ 2,9%	
- dotations États (DGF-DGD) *	6 261	8 184	8 797	9 066	11 736	12,49
a)	+ 24,8%	+ 30,7%	+ 7,5%	+ 3,1%	+ 29,5%	+6,4%

	b)	+ 23,1%	+ 28,4%	+ 5,2%	1,5%	+ 27,4%	
Investissement		4 289	4 549	5 404	6 016	6 288	6,7
	a)	- 27,0%	+ 6,1%	+ 18,8%	+ 11,3%	+ 4,5%	+6,6%
	b)	- 28,0%	+ 4,2%	+ 16,3%	+ 9,6%	+ 2,8%	
- dotations et subventions		2 062	2 086	2 110	2 234	2 215	2,40
	a)	+ 1,0%	+ 1,2%	+ 1,2%	+ 5,9%	- 0,9%	+8,4%
	b)	- 0,3%	- 0,6%	- 1,0%	+ 4,3%	- 2,4%	
- emprunts et dettes		1 662	1 935	2 645	3 149	3 484	5,27
	a)	- 45,7%	+ 16,4%	+ 36,7%	+ 19,1%	+ 10,6%	
	b)	- 46,4%	+ 14,4%	+ 33,8%	+ 17,2%	+ 8,9%	

(1) Les transferts comportent uniquement les contingents, participations, allocations et subventions (au sens de la M14).

a) *Évolution année/année précédente en euros courants.*

b) *taux de croissance en volume déflatés par l'indice des prix du PIB (Comptes de la Nation 2005).*

* *réforme des dotations de l'État en 2004 et 2005*

D'après « *Les Collectivités en chiffres - 2007* » Ministère de l'Intérieur, mars 2007 et « *Les finances des départements en 2005* », Ministère de l'intérieur, Mars 2007

Le tableau détaillé ci-dessus peut être traduit dans une schématisation de la structure des budgets par nature.

Les évolution depuis 1985 font apparaître une accélération importante des dépenses de fonctionnement depuis le début des années 2000. Les dépenses d'investissement, en baisse du milieu des années 1990 au début des années 2000, augmentent à nouveau, non sans hésitations.

Les frais de personnel semblent être le poste le plus dynamique depuis 1984. Ils dépasseraient en 2005 les subventions d'équipement, devenant le premier poste de dépense.

Les dépenses de personnel ont d'ailleurs fortement augmenté depuis 2003.

Les effectifs des départements au 31/12/2004			
	2003	2004	Évolution
Organismes départementaux	284 054	290 950	+ 2,4%
Conseils généraux	191 544	194 777	+ 1,7%
EP départementaux	92 510	96 173	

Dépenses de personnel des départements			
	2003	2004	2005
Montant (Md€)	5,21	6,13	6,55
Évolution n/n-1 (%)	+8,0%	+17,7	+6,9

2) Les recettes et dépenses de fonctionnement des départements.

Les dépenses de fonctionnement représentent en 2005 72% des dépenses des départements. Elles connaissent une importante accélération depuis 2002 (+ 11,8% en 2002, +9,5% en 2003, +26% en 2004).

Évolution des dépenses réelles de fonctionnement de 1985 à 2005 (Md€ courants)

Source *Les finances des départements en 2005*, Ministère de l'intérieur, Mars 2007

Les recettes de fonctionnement représentent 47,9Md€ en 2005. Elles sont marquées par le très fort dynamisme des produits de la fiscalité directe (+35,3%).

A cet égard, les produits de la fiscalité par département varient fortement (carte issue de « *Les Collectivités en chiffres - 2007* » Ministère de l'Intérieur, mars 2007).

Évolution des recettes de fonctionnement de 1985 à 2005 (structure en % et montant en Md€)

en 2004 : incidence du changement de nomenclature. Source *Les finances des départements en 2005*, Ministère de l'intérieur, Mars 2007

Au final, le taux d'épargne des départements baisse depuis 2000. Il était de 24,9% en 2001, mais de 15,2% en 2005/

Le taux d'épargne (rapport entre l'épargne brute et les recettes réelles de fonctionnement) de 1989 à 2005

Source *Les finances des départements en 2005*, Ministère de l'intérieur, Mars 2007

3) Les recettes et dépenses d'investissement des départements.

Les dépenses d'investissement brut représente près de la moitié des dépenses d'investissement. Le remboursement de la dette progresse, représentant 2,8Md€ en 2005.

Structure des dépenses réelles d'investissement de 1985 à 2005 (Md€ courants)

Les recettes d'investissement augmentent en 2005. L'emprunt constitue la recette essentielle.

Au 1^{er} janvier 2005, l'encours de la dette représentait 18,3Md€ (+2,4%). L'annuité de la dette s'élevait, elle, à 3,4Md€.

Évolution de l'endettement et du désendettement de 1992 à 2005 (hors gestion active de la dette ; en Md€)

4) La répartition des dépenses des départements par fonction.

A. La répartition des dépenses par fonction (2005 ; en %)

« autres » comprend « services généraux » et opérations de fonctionnement non ventilables.

Source *Les finances des départements en 2005*, Ministère de l'intérieur, Mars 2007

Les interventions pour l'action sociale et la santé (prévention médico-sociale, action sociale, RMI en intégralité depuis 2004, APA depuis 2002) représentent un montant de 25,93Md€ en 2005, soit près des 2/3 des dépenses de fonctionnement. Les contributions aux SDIS sont évaluées à 1,74Md€. Le transport scolaire coûte 1,67Md€ aux départements et le fonctionnement des collèges 0,97Md€.

L'entretien de la voirie coûte 0,91Md€.

Les dépenses de fonctionnement par fonction

	Montant (Md€)	Évolution 2005/2004 (en %)
--	---------------	----------------------------

Dépenses réelles de fonctionnement	39,42	+ 5,3
Aide sociale (prévention médico-sociale, action sociale, RMI, APA). Dont RMI	25,93 6,69	+ 5,4 +5,5
Voirie	0,91	+ 7,5
Collèges	0,97	+ 6,5

5) Les départements au regard des autres collectivités locales françaises.

Les départements sont les collectivités les plus dépensières après les communes, et bien au-delà des régions. Si le département dépense en moyenne 953€ par habitant, la région en dépense 321€ et la commune 1375€.

Les départements représentaient ainsi environ 30% de la dépense locale en 2004.

Annexe : pour compléter l'éclairage.

Évolution des prélèvements obligatoires perçues par les administrations publiques locales*						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005
En milliards d'euros	74,57	74,37,	76,46	79,92	87,67	95,19
En % du PIB	5,17%	4,97%	4,94%	5,01%	5,28%	5,57%
*Impôts après transferts de l'Etat aux APUL, Sécurité Sociale, UE						
D'après « <i>Les Collectivités en chiffres - 2007</i> » Ministère de l'Intérieur						

Les collectivités locales en France		
	1999	2007
Communes	36 779	36 783
Dont : métropole	35 565	36 569
DOM	114	114
autres	100	100
Départements	100	100
Dont : métropole	96	96
DOM	4	4
Régions	26	26
Dont : métropole	21	21
Collectivité territoriale de Corse	1	1
DOM	4	4
Territoires d'outre-mer (Wallis-et-Futuna, TAAF)	2	2
Collectivités à statut particulier (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin*, Saint-Barthélemy*)	4	6
* depuis la loi organique du 21 février 2007		
D'après « <i>Les Collectivités en chiffres - 2007</i> » Ministère de l'Intérieur		